

DISCOURS INTRODUCTIF
ASSEMBLEE PLENIERE DU 14 NOVEMBRE 2019

Seul le prononcé fait foi

L'actualité de ces dernières semaines a vu la disparition de certains élus qui ont marqué l'histoire de notre région ou de notre pays. De sensibilité différente, ils étaient toutefois **ces visages de la République des Territoires** que j'appelle de mes vœux.

Il y a bien sûr **Jacques CHIRAC**. De lui, je retiens notamment son discours sur la crise climatique lors du Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, mais aussi l'amour sincère d'un élu local pour les territoires et leurs habitants. Pour rendre hommage à ces valeurs, un grand lycée agricole de notre région portera bientôt son nom. Je suis en contact avec la famille et notamment sa fille Claude Chirac.

Et puis il y a également le professeur **Louis LARENG**, inventeur du SAMU et père de la télé-médecine. Quelqu'un que j'ai bien connu. Son humanisme est un exemple pour nous tous. C'est ce qui a motivé ses actions toute sa vie, du Conseil municipal de Toulouse au Conseil régional, en passant par l'Assemblée Nationale. C'est l'héritage qu'il nous laisse.

Je veux enfin avoir une pensée pour le maire de Cers et conseiller régional **Gérard GAUTIER**. Nous ne partageons certes pas la même vision du monde mais il a toujours été proche de ses administrés comme en témoigne le message émouvant qu'il nous a laissés.

Je souhaite aussi rendre hommage au soldat **Ronan POINTEAU**, il avait 24 ans et venait de Montpellier.

Je vous demande de bien vouloir vous lever et observer une minute de silence pour leur service rendu à la France.

Mesdames Messieurs, Chers collègues,

Notre Assemblée se tient aujourd'hui dans un contexte où, un an après le début du mouvement des gilets jaunes, les attentes de nos concitoyens au niveau social, économique et environnemental restent fortes. Dans cette société qui, très majoritairement aujourd'hui, a peur de l'avenir et craint que nos enfants n'aient pas une vie meilleure que la nôtre, le rôle des élus de la République est de fédérer, de rassembler, et non de diviser le pays comme on le fait depuis maintenant trop de semaines.

Je l'ai écrit dimanche dans une Tribune publiée dans le journal Le Parisien : non, l'immigration n'est pas la mère de tous nos maux. Aux sornettes du « grand remplacement » si justement balayées par le démographe Hervé Le Bras dans le journal Le Monde il y a quelques jours, je crois plutôt au « grand effacement » des revendications sociales, environnementales et économiques de notre peuple. Ceci n'a qu'un but : ne pas répondre à l'aspiration des Français à un changement de cap indispensable, avec notamment plus de solidarité plus proximité, plus de justice sociale, plus d'actes concrets en faveur de l'environnement.

Et pourtant, comment ne pas répondre à la précarité étudiante qui pousse nos jeunes à des gestes désespérés.

Et pourtant, comment ne pas agir résolument et engager un nouveau modèle de développement sobre respectueux de l'environnement quand la première puissance mondiale, se retire de l'Accord de Paris.

Nous devons donc être à la hauteur de nos responsabilités de cette urgence sociale et environnementale et agir avec courage, ténacité et ensemble, rassembler. La force du collectif est la solution.

En Occitanie, c'est ce chemin que nous avons pris depuis 2016. Avec deux axes forts de notre volontarisme politique : continuer à investir massivement sur tous les territoires, soutenir bien sur le pouvoir d'achat de nos concitoyens, et le tout avec une gestion transparente et maîtrisée.

Ce volontarisme, il découle d'un regard lucide de ce qu'est notre région et de ce que à quoi elle aspire. Avec 13 départements, plus de 4.500 communes, près de 5,9 M d'habitants, dont près de la moitié ont moins de 40 ans, l'Occitanie est une des régions les plus importantes de notre pays, de l'Europe, dont elle constitue, plus que jamais un carrefour.

Un carrefour géographique : entre deux grands espaces européens, l'Europe du Sud-Ouest et l'espace Méditerranéen.

Un carrefour d'influences écologiques : avec un patrimoine naturel unique, qui en fait la 1^{ère} région de France métropolitaine en matière de biodiversité, et qui offre une qualité de vie qu'il nous faut préserver ;

Un carrefour d'innovation : Notre région d'excellence scientifique et universitaire de niveau mondial, avec des secteurs et des industries de pointe ;

Un carrefour culturel : depuis l'Antiquité, l'Occitanie est riche de son patrimoine diversifié, de ses différentes cultures, qui jouent un rôle primordial dans la réaffirmation des valeurs de la démocratie. Avec cette région, nous retrouvons le périmètre du parlement de Toulouse présent du 13^{ème} au 15^{ème} siècle.

Toutes ces singularités sont **le marqueur de notre identité**, sur laquelle nous nous appuyons pour construire demain. C'est ce qui fait l'Occitanie, c'est ce qui attire en Occitanie. Ce sont, chaque année **50.000 nouveaux habitants, dont près de 200.000 depuis quatre ans**, s'installent dans notre région, soit 22.000 nouveaux actifs. C'est un signe positif, celui d'un territoire dynamique, qui bénéficie d'une excellente réputation. Mais face à ce défi il faut agir et non subir.

Face à ce défi, il faut anticiper pour ne pas subir.

Et anticiper, c'est répondre aux besoins, c'est faire des choix clairs pour améliorer la vie des habitants.

Ces besoins, quels sont-ils ?

Notre 1^{er} combat, c'est l'emploi. En Occitanie, nous devons créer 2.000 emplois chaque mois pour que le chômage n'augmente pas. A titre de comparaison, en Nouvelle-Aquitaine, à population équivalente, ce défi s'élève à 1.200 emplois, et à 600 emplois pour les Hauts-de-France. Voyez l'ampleur de la tâche ! Voilà pourquoi nous accompagnons très fortement le développement des entreprises, avec plus de **8.000 établissements aidés** depuis le début du mandat : c'est le double des deux précédentes Régions réunies.

Le **Rapport annuel des aides d'Etat 2018** présenté par Nadia Pellefigue, précise que sur un total de 137M€ attribués à près de 3.500 entreprises par l'ensemble des collectivités d'Occitanie pour l'année dernière, 9€ sur 10€ sont accordés par la Région. C'est une preuve concrète de notre action en faveur du développement économique.

Cette action déterminée porte ses fruits à travers d'autres actions menées **puisque le chômage, qui a explosé en France suite à la crise financière de 2008, baisse plus vite en Occitanie qu'au national**. En 2015, l'écart entre le taux de chômage et le taux en France métropolitaine était en effet de 2,1 points, contre 1,8 point depuis plusieurs mois, et cela reste encore trop.

Nous devons également **mettre en adéquation l'offre de formation et la demande des entreprises** : 17.000 postes ne sont pas pourvus chaque année en Occitanie. Contrairement à d'autres Régions qui ont baissé leurs dépenses de fonctionnement sur le dos de la formation des chômeurs, notre majorité a fait un autre choix, un choix clair : poursuivre l'effort de formation des demandeurs d'emplois, pour leur permettre un retour à l'emploi à court terme. Chaque année, 85.000 personnes sont ainsi accompagnées par la Région. Avec le plan 500 000 et le PIC, c'est + 30 000 demandeurs d'emploi formés chaque année.

Et pour 2020, nous comptons encore accélérer malgré la réforme qui impacte les Régions, à travers notamment **l'AMI pour le Plan de Modernisation de l'appareil de formation Innov'Emploi**, qui sera présenté par Emmanuelle Gazel. Il est complémentaire du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) qui permet l'amélioration quantitative des parcours de formation, en priorité pour les personnes les plus éloignées de l'emploi.

Il y a un **2^e combat qui me tient particulièrement à cœur. Celui de relier les territoires, de relier les gens entre eux**. Par la mobilité, par des solutions de proximité à toutes les étapes de la vie de nos concitoyens, par une lutte sans faille contre toutes les formes d'inégalités, par le maintien des services publics dans nos campagnes, par le soutien aux bourgs centre, par l'équipement en infrastructures et l'aménagement de tous les territoires. Cela passe par la **nécessité d'investir, et d'investir massivement !**

Cela me donne l'occasion de revenir sur la gestion de la Région Occitanie.

Tout d'abord, il est utile de rappeler que nos dépenses de fonctionnement ne sont pas que des dépenses de gestion : elles sont en effet à 80% des dépenses d'intervention qui ont un impact direct pour la population. Je m'inscris en faux sur la litanie comme quoi la dépense publique est forcément mauvaise. Arrêtons les raccourcis ou les postures. Investir dans l'éducation, la santé est indispensable pour la cohésion d'un peuple et la solidité d'un Etat.

S'il y a, dans ce pays, un premier gouffre, c'est d'abord entre la parole, toujours plus démagogue, de celles et ceux qui s'en prennent chaque jour à la dépense publique, et une population qui attend sans failles de l'Etat un investissement, des collectivités pour leur faciliter la vie, les soutenir, parce que cet investissement, c'est la preuve de l'action, la preuve qu'il n'y a pas de fatalité, ni sociale, ni territoriale. Qu'il n'y a pas d'assignation à résidence.

Et investir, pour la Région, qu'est-ce que ça signifie ? Investir, c'est créer un patrimoine. Construire un lycée, rénover nos bâtiments pour réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments, c'est créer une richesse. Depuis 2015, nous avons réalisé et subventionné des travaux et acquisitions pour 2,8Mds€, faisant passer le patrimoine régional d'une valeur de 8,2Mds€ à 9,2Mds€. A titre d'exemple, nous avons lancé en 2016 un **plan Marshall d'envergure** (2,2Mds€) en faveur du BTP. Et aujourd'hui, quand je rencontre les représentants de la filière, c'est des carnets de commandes renouvelés et un territoire mieux équipé. Ce choix s'est donc avéré payant.

Pour les infrastructures ferroviaires, nous avons investis 177M€ dans l'acquisition de matériel roulant et 82M€ de travaux, indispensable pour offrir aux usagers un service de transport de qualité ; c'est aussi **40.000 éco-chèques qui ont généré 412M€ de travaux** chez les particuliers et pour les artisans.

Qui donc peut raisonnablement affirmer que ces investissements pour l'éducation, la formation, l'environnement, n'ont pas été utiles ?

Car investir massivement, ce n'est pas être irresponsable. D'autant qu'**en Occitanie, nous ne subissons pas la dette, nous la maîtrisons.** Notre capacité de désendettement est ainsi de 4 ans, lorsque la moyenne des Régions de France est de 4,8 ans, soit 20% de moins pour l'Occitanie.

Investir massivement n'empêche pas non plus de **réaliser des économies utiles en interne pour améliorer le quotidien des gens** (au moins 25M€ en 2019 et au minimum 110M€ sur le mandat). Encore une fois, il s'agit ici de savoir pourquoi on agit, de **donner du sens à chacune de nos dépenses.**

Nous avons un choix à faire, soit se désendetter, cela n'a pas de sens à notre niveau et les taux d'intérêt bas, soit baisser les dépenses pour avoir les lauriers des grands prêtres, de la rigueur et de l'orthodoxie budgétaire. Avec ma majorité, j'ai fait le choix des gens, de donner plus à ceux qui ont moins et non de donner raison aux financiers menteurs et technocrates. Les économies réalisées permettent de financer des politiques publiques **au bénéfice, par exemple, des familles, des**

usagers des transports (à travers la baisse de la tarification du train, ou mois d'abonnement gratuits), ou encore de l'environnement. C'est de cette manière que nous avons pu soulager le pouvoir d'achat des foyers avec la rentrée scolaire la moins chère de France, pour les lycéens et les familles, grâce à la Carte jeune, grâce à la baisse du coût du transport scolaire pour nos habitants qui continuera l'année prochaine. C'est également de cette manière que nous avons pu améliorer les conditions de transports ferroviaires et routiers, et que nous avons pu mettre en place un plan hydrogène vert de 150M€.

Nous pourrions, comme certaines Régions, avoir une courbe d'évolution négative de nos dépenses mais ces économies ont un prix, il faut dire la vérité : elles se font au détriment du bien-vivre des habitants, avec moins de services, moins d'aides concrètes, moins d'infrastructures d'avenir. **Quel intérêt alors que des hommes et des femmes sont dans la difficulté, que l'injustice sociale et territoriale est forte, que des entreprises peinent à se développer, que les agriculteurs aimeraient réaliser leur transition écologique sans pour autant en avoir les moyens ?**

Non, notre choix n'est pas celui-là. **Notre choix est celui d'un euro dépensé-un euro utile.** Et c'est notre ligne de conduite depuis 2016.

Et malgré la polémique basée sur des interprétations fantaisistes, parce que l'Etat a décidé d'affecter les fonds européens dans notre section de fonctionnements, **la réalité des chiffres est là :** Comme vous le savez, j'ai invité voici trois semaines **le Président de la Cour des Comptes Didier Migaud** à venir s'exprimer à notre Assemblée. Il a décliné hier.

Nous sommes la 1^{ère} Région de France pour ses investissements en euro par habitant, soit 159€/hab. contre 134€/hab. de moyenne (source DGCL – Courrier Didier Migaud);

Nous sommes la 5^e région la plus économe pour ses dépenses de fonctionnement par habitant (source DGCL Ministère de l'Intérieur). L'évolution des dépenses de fonctionnement est de 1,9% par an sur la période 2015-2018 (source Cour des Comptes) et de moins de 1,125% sur la seule année 2018 : un courrier du préfet de Région reçu en juillet qui vous a été présenté à la Commission Permanente d'octobre en atteste.

Enfin, nous sommes la 5^e Région pour sa capacité de désendettement (source Régions de France) et **la 6^e Région la moins endettée de France** (source DGCL).

Oui notre Région est parmi les mieux gérées de France !

Et, parce que je crois en la clarté et la transparence, face aux interprétations erronées j'ai décidé d'aller plus loin, car l'usage de l'argent public ne doit souffrir d'aucune opacité, d'aucune transgression dans la vérité, d'aucune suspicion, d'aucune caricature. J'ai dans le même temps souhaité créer **un audit citoyen des comptes publics en Occitanie dont j'ai confié la responsabilité au président du CESER Jean-Louis Chauzy**. Ce collège de citoyens tirés au sort sera le garant de notre transparence et de notre bonne foi.

L'ordre du jour qui est proposé aujourd'hui à notre Assemblée assume pleinement le **choix politique** qui nous guide depuis 2016. Pour agir juste et durable, nous devons investir. **Etre ambitieux (I), c'est être visionnaire (II) dans nos actions.**

I/ Etre ambitieux : investir pour préparer l'avenir

Continuer à investir avec autant de conviction et d'ambition, c'est ce qui vous est proposé dans **les Orientations Budgétaires 2020**. Ces investissements sont là encore maîtrisés, avec un recours raisonné à l'endettement qui ne détériore en rien la solvabilité de la collectivité. Claire Fita vous le présentera.

Et puis nous accélérons encore dans la transition écologique et énergétique, avec le développement **de la filière hydrogène vert et de l'éolien flottant, avec un port dédié à la transition énergétique : Port la Nouvelle et je tiens à saluer le travail mené par Didier Codorniou, 1^{er} Vice-président, pour la concertation massive, pour l'ensemble des enjeux qui ont été pris en compte**. Ces orientations budgétaires 2020 sont une fois de plus au service des femmes et des hommes d'Occitanie, de ses territoires.

La Décision Modificative n°2 du Budget 2019 témoigne de nos engagements de plus en plus soutenus en faveur de nos concitoyens. Elle représente en mesures nouvelles 143,3M€ d'autorisations de programme et 1M€ d'autorisation d'engagement.

Investir juste et durable, c'est aussi protéger les plus fragiles, refuser l'injustice et garantir l'accès à la culture et je prendrai un autre exemple avec notre soutien aux librairies. Cette promotion de la lecture et du livre est également pour moi l'occasion de **féliciter Jean-Paul DUBOIS**,

récemment récompensé du fameux Prix Goncourt pour son roman au titre évocateur « *Tous les hommes n'habitent pas le monde de la même façon* ». Son attachement à Toulouse et à notre région, il en a fait une source d'inspiration pour composer son œuvre.

II/ Etre visionnaire : investir pour un de développement

Et puis Agir juste pour un modèle juste et durable, c'est tout d'abord lutter contre les inégalités, contre toutes les formes de discriminations.

Le **Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité Femmes-Hommes en Occitanie pour l'année 2018** témoigne de la réalité et de la force de notre engagement dans ces valeurs, avec la signature de la « Charte pour l'égalité Femmes-Hommes dans la vie locale » que nous avons signée il y a un an. Mais aussi à travers le dispositif « Génération Egalité » dans les lycées qui a permis de sensibiliser plus de 36.000 élèves, avec des retours très positifs de leur part.

Et parce que l'exemplarité est pour nous un devoir, notre Région affiche une réelle mixité dans les postes de direction occupés par des femmes. Merci à Nadia Bakiri.

Mais il nous faut encore aller plus loin cette année. C'est la raison pour laquelle nous signerons très prochainement **la « Charte Réseau Egalité, une Stratégie en Occitanie » (RESO) qui** fédère une multitude d'acteurs pour faire de l'égalité une réalité concrète et quotidienne, tant sur un plan professionnel que personnel.

Agir juste et durable, c'est aussi faire en sorte que les inégalités du système ne se reproduisent pas dans la transition énergétique. Depuis 2016, nous avons notre stratégie REPOS qui chaque année, porte ses fruits. Le **Rapport d'Activité et de Développement Durable 2018** qui vous est présenté rappelle l'ensemble des actions que nous avons menées et la vigueur de notre engagement par des réalisations concrètes. Agnès Langevine rappellera toutes les politiques qui sont menées.

Si nous pouvons nous féliciter de ces résultats, il nous faut encore **accélérer**. Accélérer parce que c'est ce qu'attendent de nous nos concitoyens. Un récent **sondage sur « les Français et l'énergie solaire »** fait apparaître les résultats suivants :

Plus de 40% plébiscitent l'isolation de leur logement comme le moyen le plus efficace pour réduire leur facture d'électricité, avec une confiance très marquée sur l'énergie solaire à hauteur de 80% ; Et plus de 50% d'entre eux estiment que leur principale motivation à investir dans des panneaux photovoltaïques reposerait sur **des conditions financières avantageuses permettant de réduire l'investissement nécessaire.**

C'est le pouvoir d'achat qui se trouve au cœur des préoccupations. Les Français, et plus spécifiquement les habitants de notre région, sont prêts à investir, à condition que le coût des travaux soit moins élevé. Il faut donc lever ce frein.

C'est pourquoi nous lancerons le **Service Public Intégré de la Rénovation Energétique** qui s'emploie à lever, dans le sillage de l'éco-chèque logement. La rénovation énergétique est en effet un axe majeur de notre stratégie REPOS. Ce qui implique de **massifier la rénovation énergétique** des habitats (maisons individuelles et co-propriétés). Et pour cela, il faut qu'elle soit accessible au plus grand nombre.

C'est pourquoi nous visons la rénovation de 45.000 logements en 4 ans (réduction de 40% des consommations d'énergie), nous prévoyons 134M€ consacrés sur la période 2020-2024. Ce sera également une **plus-value économique pour le secteur du bâtiment**, tout particulièrement pour nos artisans et nos TPE/PME, avec 552M€ de chiffres d'affaires générés pour les entreprises. Une excellente nouvelle pour la création d'emplois locaux durables.

Ce Service est avant tout un **service public de proximité de rénovation énergétique pour tous**. La justice sociale, c'est aussi cela : permettre l'accès à ces travaux aux familles les plus démunies. La précarité énergétique participe en effet au sentiment de déclassement, ce qui est inacceptable.

Présent dans tous les territoires, il pourra compter sur **l'Agence Régionale Energie Climat (AREC présidée par Thierry Cotelle) et sur nos partenaires** : les Espaces Info Energie (EIE) et les Plateformes Territoriales de la Rénovation Energétique (PTRE). Ils proposeront une offre de services complète, intégrant un accompagnement allant de l'information-conseil à la réalisation des travaux, en passant par des solutions de financement. Récemment nous avons inaugurés un parc de photovoltaïque, ce n'est pas neutre.

L'économie circulaire est incontournable pour préparer le futur. Avec le **Plan régional de prévention et de gestion des déchets** nous nous y employons.

Là encore, c'est d'un engagement collectif sur la durée dont nous avons besoin pour relever le défi. Car le chantier est important. C'est pour cela que nous avons pris le temps de mener une large concertation d'une année qui a suscité **la meilleure participation du public en France**.

Ce nouveau modèle de production-consommation des ressources et des énergies se retrouve aussi dans l'économie maritime. **La pollution générée par les ferries et les bateaux de croisières dans les ports, à proximité des centres urbains**, nécessite une action rapide. C'est pourquoi **Didier**

CODORNIOU et les élus qui ont travaillé sur ce dossier important pour dresser un état des lieux, présentera les propositions suivantes :

Dans un 1^{er} temps, demander le **classement de la Méditerranée en Zone ECA** (Emission Control Area) lors du prochain Comité Interministériel de la Mer, afin que des normes plus sévères soient imposées aux navires ;

Dans un 2^e temps, **inciter les navires à évoluer vers davantage de responsabilité** par un système de bonus/malus qui viendra affecter le compte d'escales ;

Dans un 3^e temps, et c'est fondamental, disposer d'une **approche coordonnée des ports sur la façade Méditerranéenne française**, de manière à partager les problématiques et les solutions. Car la pollution de l'air ne doit pas être simplement traitée au niveau des carburants des navires.

Et puis il y a aussi la question de **l'énergie à quai**, avec un investissement concernant leur électrification. Là encore, des solutions nouvelles peuvent être imaginées via l'hydrogène vert qui permet d'utiliser une électricité d'origine renouvelable. Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que nous avons eu raison de miser sur cette énergie du futur !

Enfin, et c'est un 4^e point tout aussi essentiel, nous serons évidemment attentifs, en lien avec l'association régionale ATMO, au suivi et à **l'évaluation de la qualité de l'air**.

Un autre point crucial dans l'accélération de la transition écologique et énergétique concerne **l'aménagement du territoire**. Aussi je me réjouis de la victoire que nous avons remportée dans le combat que nous avons mené pour la **pérennité de la ligne de fret Perpignan-Rungis** (Jean-Luc Gibelin).

La preuve, aussi, par la réouverture de **la ligne ferroviaire Auch-Agen** demandant depuis 3 ans. Le projet de rénovation, malgré un projet ficelé avec nos partenaires en 2017, demeure toujours en l'état. Rien n'a été fait par l'Etat, malgré notre proposition de prendre en charge la gestion de cette ligne pour faire avancer le dossier et débiter les travaux.

Désormais, nous avons, dans le cadre d'un **partenariat avec la Région Nouvelle Aquitaine** puisque la ligne concerne nos deux territoires, interpellé la Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire Elisabeth BORNE, de même que le PDG de SNCF RESEAU Patrick JEANTET. Dans ce courrier, nous leur faisons part de notre souhait de **se voir transférer la ligne au bénéfice du Syndicat Mixte qui associe nos deux Régions**

CONCLUSION

La crise économique, démocratique que nous vivons depuis trop longtemps nous rappelle à notre devoir : celui de bâtir un **projet de société** plus juste, **qui redonne confiance** à nos concitoyens dans les valeurs de notre République. « Faire société », c'est cela l'enjeu. Cela implique d'avoir une vision du monde qui rassemble, qui réunit, autour d'une destinée commune.

Je ne suis pas de celles et ceux qui pensent qu'il y a d'un côté, le camp des réalistes et de l'autre, le camp des progressistes.

Réaliste, je le suis. Progressiste bien sûr, absolument je l'incarne. Chaque jour, les femmes et les hommes que je rencontre sur le terrain témoignent de leur volonté d'aller de l'avant tous ensemble. Ils agissent collectivement, font preuve de solidarité. Leur seule exigence est d'être écoutés, entendus. Qu'on les aide, qu'on les accompagne dans leur quotidien pour un avenir meilleur, c'est ce que nous nous employons à faire : en étant utile à nos concitoyens, en proposant des solutions concrètes, justes. La solution vient d'en bas, elle vient du terrain et nous devons tous travailler pour la République des Territoires, celle qui aide chacun à prendre son destin en main, qui permet aux idées, aux initiatives de se réaliser. Ce sont les fondations, le bas qui structurent le haut, qui structure la flèche de l'édifice.

Louis LARENG avait une très belle idée, « *le progrès, disait-il, ne représente rien si l'homme ne peut en bénéficier* ». Cette parole n'est pas seulement un idéal, c'est le chemin résolu que nous prenons en Occitanie.

Je vous remercie.